



Message de fin d'année 2018 du président

Chères et chers membres,

C'est d'une indignation dont je souhaite vous faire part en cette fin d'année, d'une colère aussi une fois n'est pas coutume, mais surtout d'une conviction que les associations de patients, fortes et combatives, sont plus nécessaires que jamais.

Même si nous savons depuis longtemps qu'un certain nombre de nos parlementaires fédéraux représentent essentiellement des intérêts privés et confondent, trop souvent, leurs responsabilités d'élus avec leur rôle de lobbyiste, le remarquable Temps Présent du 6 septembre 2018 a constitué un choc révélateur.

Le reportage du non moins remarquable Pietro Boschetti, intitulé « Attention, ce parlement peut nuire à votre santé, a suscité mon indignation. Alors que le tabac et la Junk Food tuent chaque année des milliers de personnes en Suisse et coûtent 20 milliards de francs, un nombre non négligeable de parlementaires de droite et du centre se sont régulièrement opposés à renforcer les politiques de prévention et, notamment, à limiter la publicité pour ces produits à la fois nocifs et addictifs. Leurs arguments sont d'une pauvreté affligeante et ils donneraient à rire si nous n'étions pas dans une situation dramatique. D'aucuns ne voient pas l'intérêt de limiter la publicité pour les produits du tabac et les boissons sucrées, aux motifs que ces opérations ne contribuent pas à booster les ventes et que leur interdiction remettrait en cause tant les droits fondamentaux que la liberté d'entreprendre. De qui se moque-t-on ? L'inénarrable et omnipotent conseiller aux Etats Filippo Lombardi, par ailleurs président de Communication Suisse (!), a même osé affirmer que la publicité pour les lits n'était pas interdite, alors que 95 % de la population meurt dans son lit.

Ma colère, quant à elle, s'explique, par la mauvaise foi crasse de ces parlementaires qui contestent - vieille ficelle - des études scientifiques pourtant incontestables. Par ailleurs, ces élus se rendent coupables d'une véritable manipulation de l'opinion. En effet, sous l'égide de l'Union Suisse des Arts et Métiers (USAM), un groupe intitulé « Alliance pour une prévention raisonnable » a été créé, donnant le sentiment par ce vocable positif, d'un soutien des politiques de prévention. Or, c'est tout le contraire. Cette Alliance n'a eu de cesse de combattre les mesures de prévention au nom d'intérêts privés, en reléguant très loin les préoccupations de santé publique. Dans le même ordre d'idée, le Groupement d'information pour les boissons rafraîchissantes - appellation elle aussi positive - constitue un lobby qui freine des quatre fers toutes dispositions visant à limiter le sucre dans les sodas. L'industrie agro-alimentaire n'est pas en reste dans cette résistance à proposer sur le marché des produits moins sucrés. Tout cela contribue à l'addiction d'enfants de plus en plus jeunes, tout en leur préparant un avenir très noir.

Dans ce désolant paysage politique, qui au passage questionne les limites du système de milice, j'ai l'absolue conviction que les associations de patients ont un rôle essentiel à jouer. On évoque souvent la nécessité qu'elles représentent un contre-pouvoir face aux médecins et aux caisses-maladie, mais je pense que l'on se trompe de cibles. C'est d'un partenariat renforcé dont nous avons besoin avec le corps médical, d'une part, et d'un dialogue responsable avec les assureurs-maladie, trop souvent faciles boucs émissaires, d'autre part. Il faut à cet égard souhaiter que ces derniers, au-delà de leur fonction de payeurs, assument progressivement un rôle de partenaire de santé publique.

Ce contre-pouvoir, les associations de patients devraient surtout l'exercer face au monde politique. Pour cela, il est fondamental qu'elles sortent de l'atomisation actuelle. Tant sur les plans cantonal que fédéral, sans nier que les spécificités des différentes pathologies devront toujours trouver un lieu d'expression, le potentiel politique de ces associations doit mieux être mis en commun, sans quoi la voix des patients continuera à être inaudible.

Il faudrait aussi espérer que les médias, qui ont insuffisamment relayé le Temps Présent et pas vraiment dénoncé l'attitude de certains parlementaires, accentuent leurs activités d'investigation et d'information de l'opinion lorsque les intérêts privés prennent le pas de manière aussi caricaturale sur la santé publique. Relater des semaines durant le modeste dépassement des dépenses de campagne d'une conseillère aux Etats est navrant, alors que les projecteurs devraient être orientés sur des comportements autrement plus condamnables.

Les patients, face aux enjeux majeurs de santé publique et aux manipulations dont ils sont victimes, doivent décidément mieux faire entendre leur voix. Faudra-t-il qu'ils manifestent un jour devant le Palais fédéral ... avec un gilet rouge, de la couleur de la ligne qui est si souvent dépassée lorsque les intérêts économiques sont en concurrence avec la santé de la population ?

Cette indignation, cette colère et cette conviction ne m'empêchent évidemment pas, bien au contraire, de remercier très sincèrement toute l'équipe permanente et le Comité de diabètevaud de leur magnifique engagement. A vous, chères et chers membres, je vous souhaite une belle année 2019 pleine de succès. Prenez bien soin de vous, votre santé et votre énergie seront précieuses dans les temps à venir.

Le Président :



Henri Rothen